

Il sera transmis au chef de l'Etat prochainement

Le rapport final de Karim Younès fin prêt

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Détournement de foncier industriel
Deux directeurs de l'exécutif sous mandat de dépôt à Médéa

Page 24

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4874 - Dimanche 8 septembre 2019 - Prix : 10 DA

La pénurie de médicaments persiste, les malades à bout de souffle

Le programme d'importation pour 2020 libéré le 1^{er} juillet

Page 2

L'esprit de Biarritz

Par Mohamed Habili

Si les Etats-Unis, il y a maintenant plus d'une année, sont sortis d'un coup de l'accord de 2015 sur le programme nucléaire iranien, tout en rétablissant les sanctions économiques contre l'Iran, et même pour certaines d'entre elles en les durcissant, en réponse l'Iran a choisi de s'en dégager par étapes, tout en s'assurant à chaque fois de la possibilité de faire marche arrière. Il en est aujourd'hui à la troisième, ayant commencé en mai dernier à réduire ses engagements. Après avoir augmenté le taux d'enrichissement de l'uranium, puis ses réserves d'uranium enrichi, au-delà de ce qui est permis par l'accord, le voilà qui met en route une quarantaine de centrifugeuses avancées, alors qu'il n'est censé disposer que de centrifugeuses de première génération. C'est pourtant le moment choisi par le nouveau ministre américain de la Défense, Mark Esper, pour affirmer, lors d'une conférence de presse conjointe avec son homologue britannique qui le recevait à Londres, que jamais l'Iran n'a été aussi proche de négocier avec les Etats-Unis. L'esprit de Biarritz serait-il donc, en dépit des apparences, une réalité ? Mieux encore, serait-il à ce point fort que rien pour le moment n'est capable de l'entamer, pas même éventuellement un net regain de tension entre Américains et Iraniens. La présence de Benjamin Netanyahu à Londres en même temps que Mark Esper ne serait pas pour démentir l'optimisme à cet égard de la diplomatie française. Au contraire, elle le renforcerait.

p l u t ô t .
Suite en page 3

Une plateforme de revendications «sans écho» a été transmise aux pouvoirs publics

L'AGEA alerte sur une situation «insoutenable» des entreprises



PH/D. R.

Evoquant une plateforme de revendications, d'ores et déjà transmise aux pouvoirs publics, qui «n'a pas eu d'écho», l'Association générale des entrepreneurs algériens (AGEA), appelant à un dialogue national sur les questions socio-économiques, notamment dans le secteur du BTPH, alerte sur la situation «insoutenable des entreprises» qui souffrent de deux milliards de dinars de créances en avenants, en plus d'une cessation d'activité de plus de 3 650 entreprises et la suppression de 275 000 postes d'emploi depuis 2017.

Lire page 3

Dans une déclaration diffusée sur le site de l'ONM

Mohand Ouamar Benelhadj dénonce une «3issaba du FLN à la solde de la France»

Page 24

Opéra Boualem-Bessaih

Lila Borsali et Beihdja Rahal en concert à Alger

Page 13

La pénurie de médicaments persiste, les malades à bout de souffle

Le programme d'importation pour 2020 libéré le 1^{er} juillet

■ Le marché algérien des médicaments est souvent confronté à des problèmes de rupture de stock. En effet, que ce soit de la part de patients atteints de maladies chroniques ou passagères, ou de la part de médecins ou de pharmaciens, la sonnette d'alarme retentit, toujours plus insistante. Et comme toujours, le premier responsable du secteur promet des sanctions contre les parties à l'origine et annonce une commande d'un programme d'importation de médicaments.

Par Meriem Benchaouia

Même si les responsables se succèdent pour affirmer que des mesures seront prises à l'encontre des parties à l'origine de la pénurie, les perturbations dans l'approvisionnement en médicaments des pharmacies d'officine et des établissements de santé persistent. Le ministre de la Santé s'est même engagé à prendre des sanctions contre les parties à l'origine de la perturbation et de la pénurie des médicaments au niveau national. Il a fait savoir que ses services ont ouvert une enquête pour «identifier» l'origine de cette pénurie. Rien n'y fait, ce problème majeur de santé publique peine encore à être résolu. A cet effet, Mohamed Miraoui, a annoncé hier à Alger, que le programme d'importation de médicaments pour l'année 2020 avait été déposé le 1^{er} juillet dernier au niveau de la direction de la pharmacie du ministère afin de pallier les ruptures récurrentes. S'exprimant lors d'une conférence de presse, en marge de sa rencontre avec les directeurs de wilayas, M. Miraoui a précisé qu'«après examen des besoins nationaux en médicaments, le programme d'importation pour 2020 a été déposé le 1^{er} juillet 2019», et «une approche



été développée en collaboration avec l'Agence nationale des produits pharmaceutiques, qui sera dotée de moyens matériels et ressources humaines à même d'assurer son bon fonctionnement». Il a indiqué, à cet effet, que la cellule nationale de médicaments, installée au niveau central, «se réunira la semaine prochaine pour examiner les obstacles qui entravent la disponibilité des médicaments». Celle-ci compte des cadres du ministè-

re, des membres du Syndicat national algérien des pharmaciens d'officine (Snapo) et du Conseil national de déontologie, des producteurs, des importateurs et des distributeurs. Miraoui a, dans ce cadre, annoncé la création de cellules analogues au niveau des wilayas afin de pallier les ruptures récurrentes des médicaments, rappelant que «des mesures rigoureuses» seront prises à l'encontre des parties à l'origine de

ces ruptures. Concernant la rupture de certains médicaments, notamment destinés au traitement des maladies chroniques, constatée au niveau de plusieurs officines, le ministre a assuré que les génériques de ces médicaments étaient disponibles.

Violences envers le personnel médical : le ministre ordonne le recours à la justice

En outre, Mohamed Miraoui a instruit les directeurs de la santé publique (DSP) de wilayas de saisir la justice contre les auteurs de violences sur le personnel des établissements de santé. Il a insisté sur «l'impératif de déposer plainte et de se constituer partie civile contre tout auteur de violences sur le personnel de santé en laissant la justice suivre son cours», affirmant qu'«aucun individu, quels que soient ses motifs, n'a le droit de se livrer à ces actes nuisibles et qui entravent le secteur en général». Pour alléger la pression sur les services des urgences, «les plus exposés à la violence», le ministre a annoncé un plan visant le renforcement de ces services en corps médical et paramédical, la formation des agents de sécurité, l'installation de dispositifs de surveillance

et l'augmentation du nombre des polycliniques pour la prise en charge des consultations spécialisées. Parmi les décisions prises par le gouvernement pour améliorer la prise en charge de la population, notamment dans les régions du Sud, le ministre a évoqué «la réception de nouveaux projets et l'accélération de projets accusant un retard de réalisation pour des raisons subjectives, la mise en service des structures réceptionnées mais non opérationnelles, outre la mise en service des équipements médicaux n'ayant pas encore été utilisés». Le ministre a également donné des instructions fermes à l'effet de «rationaliser la gestion, consolider le dialogue social avec les partenaires et les travailleurs du secteur, prévenir les conflits sociaux, verser les rémunérations des travailleurs dans les délais». Concernant le secteur privé, le ministre a insisté sur la nécessité de prendre des mesures à l'encontre de tout établissement de santé, dont l'activité n'est pas conforme au cahier des charges, ainsi que sur l'obligation de création d'établissements d'urgences spécialisés en cardiologie et neurologie, outre l'impératif d'assurer le suivi quotidien de la femme enceinte.

M. B.

À l'occasion de la fête de l'Achoura

Les prix des légumes et du poulet se donnent des ailes

Deux jours de la fête religieuse «Achoura», les marchands ont décidé d'augmenter les prix de certains légumes nécessaires à la préparation des plats de cette fête tels que les courgettes, la carotte ainsi que certains fruits. Le prix de la viande blanche a lui aussi augmenté passant de 270 à 350 DA. Les citoyens assistent impuissants, depuis quelques jours, à une hausse «presque» injustifiée des prix des légumes et fruits et du poulet. En effet, La guerre des prix bat son plein ; les commerçants ont décidé d'ajouter au moins 30 DA à chaque aliment. Et pour cause, la fête religieuse de l'Achoura dans deux jours, une raison valable pour les commerçants d'augmenter les prix

de leurs marchandises. Afin de constater cette hausse, un tour dans les différents marchés d'Alger-Centre. Chez la majorité de ces marchands, la pomme de terre est affichée à 70 DA, la tomate est vendue à 120 DA chez certains tandis que d'autres l'exhibent à 140 DA. Les oignons sont à 65 DA, le prix de la courgette a aussi triplé passant de 60 à 180 DA. Les carottes sont cédées entre 80 et 110 DA. Le prix des poivrons était à 110 DA. Même augmentation dans les prix de certains fruits, à l'image de la banane qui est proposée à 280 DA le kilo et la nectarine à 150 DA le kilo. Le prix de la poire, la petite nouvelle dans les étals, est affiché à 250 DA chez certains, d'autres la proposent à

280 DA. Le prix de la pomme locale a lui aussi été retouché passant en quelques jours de 150 à 230 DA. La hausse a aussi touché les viandes. En effet, c'est le même constat du côté des viandes. Le prix de la viande ovine locale est proposé à 1 400 DA et la viande bovine à 1 300 DA. Celui de la viande blanche est passé de 270 DA/kg à 350 DA, ce qui ne surprend presque plus personne car à la veille de chaque fête, les différents points de vente de viande blanche sont pris d'assaut par des citoyens venus s'approvisionner de cette denrée qui est un des ingrédients principaux des plats traditionnels préparés en cette occasion. Ne ratant pas une occasion pour se faire plus d'argent, les

marchands prennent un malin plaisir à augmenter le prix du poulet. Selon une mère de famille croisée hier au marché Clauzel : «C'est désormais devenu une tradition chez les commerçants algériens, à la veille des fêtes, ils augmentent sans raison les prix du poulet et certains légumes, à savoir la courgette qui est affichée à 180 DA le kilo, c'est vraiment du n'importe quoi». En effet, ce n'est un secret pour personne, depuis des années maintenant, les fêtes religieuses en Algérie riment avec hausse des tarifs et «arnaque», nous assure un père de famille venu faire ses courses à l'occasion de l'Achoura car «on ne peut expliquer cette pratique qui du jour au lendemain, les prix

s'affolent sans donner d'explication valable». Questionnés sur cette hausse, les marchands de volaille expliquent que «cette augmentation est due à la suspension momentanée de l'activité de l'élevage pendant l'été, en raison du taux de mortalité élevé qu'enregistrent les aviculteurs». «En été, la demande sur ce produit est très forte mais l'offre n'est pas suffisante. Cette période est la moins propice pour l'élevage», selon un marchand de volaille. Selon certains détaillants, la multiplication d'intermédiaires était aussi à l'origine de cette flambée. D'autres l'expliquaient par l'éternelle équation de l'offre et de la demande.

Thinhinene Khouchi

Kherrata / Béjaïa

Manifestation populaire pour le changement de régime politique

Une manifestation populaire a eu lieu dans la matinée d'hier dans la ville de Kherrata à l'est de la wilaya de Béjaïa. Des milliers de personnes ont participé à cette action en réponse à un appel lancé la veille sur les réseaux sociaux invitant l'ensemble de la société civile à y prendre part pour réclamer un changement de régime. Pour les manifestants et surtout pour les initiateurs de cette manifestation populaire qui nous rappelle celle du 16 février dernier et qui a précédé celle du 22 février au niveau national est un second

souffle au mouvement populaire et surtout poursuivre la lutte contre le système, exiger la libération de tous les détenus d'opinion et réaffirmer le refus populaire de l'élection que le pouvoir veut organiser dans les conditions politiques actuelles. «Ulac l'vot ulac», «Deuxième république», «Djazairi hora democracy», «Algérie algérienne» «Libérez les détenus... autant de slogans scandés par les manifestants. Un dialogue est engagé mais des forces vives et l'opposition avec différents courants politiques réclament un

dialogue global, sans exclusion avec toutes les forces politiques et la société pour préparer une feuille de route consensuelle de sortie de crise. De l'autre côté, il est suggéré le contraire, à savoir une élection puis que des réformes soient menées après. Mais, le déficit de confiance existant pour plusieurs raisons bloque pour le moment les choses et la rue continue de réclamer un changement politique de régime et le départ du personnel du régime à l'origine de la crise. Notons que des centaines de personnes ont observé

un nouveau rassemblement, 5^e consécutif du genre, devant l'hôpital d'Akbou pour réclamer le départ du directeur et l'amélioration des conditions de prise en charge des malades. Les mécontents exigent une commission d'enquête sur la gestion de l'hôpital et menacent de bloquer les sièges de l'APC et de la daïra et fermer également la RN 26 dans les semaines à venir si les revendications mises en avant ne sont pas prises en charge.

Hocine Cherfa

Une plateforme de revendications «sans écho» a été transmise aux pouvoirs publics

L'AGEA alerte sur une situation «insoutenable» des entreprises

■ Evoquant une plateforme de revendications, d'ores et déjà transmise aux pouvoirs publics, qui «n'a pas eu d'écho», l'Association générale des entrepreneurs algériens (AGEA), appelant à un dialogue national sur les questions socio-économiques, notamment dans le secteur du BTPH, alerte sur la situation «insoutenable des entreprises» qui souffrent de deux milliards de dinars de créances en avenants, en plus d'une cessation d'activité de plus de 3 650 entreprises et la suppression de 275 000 postes d'emploi depuis 2017.



Par Lynda Naili

S'exprimant hier, lors d'un point de presse animé en marge des travaux de l'assemblée générale (AG) ordinaire, le porte-parole de l'AGEA, Moussa Aidh, a souligné que la situation financière des entreprises du BTPH est «insoutenable», affirmant que le secteur emploie 1,3 million de personnes à travers 365 000 entreprises. Dans ce sens, il a révélé que les

créances non payées aux entreprises du BTPH s'élevaient à deux milliards de dinars en avenants, «ce qui a encore compliqué la situation de ces entreprises», ajoutant que l'AGEA a déjà transmis une plateforme de revendications aux pouvoirs publics, «qui n'a pas eu d'écho». Il a, dans ce sillage, indiqué que l'AGEA entamera «très prochainement» une série de rencontres avec tous les intervenants pour «trouver des solutions», expliquant que «la situation politique du

pays a mis tout en stand-by». Par ailleurs, il a réitéré la position de l'AGEA en faveur d'un dialogue politique national «afin de trouver une solution à la situation politique», notamment l'élection d'un président de la République, permettant «une stabilité nationale et un règlement de toute cette situation que connaissent les entreprises du BTPH».

Un dialogue national avec les pouvoirs publics pour des solutions urgentes aux problèmes de l'entreprise algérienne

Face à cette situation en souffrance de l'outil de production national, les membres de l'AGEA ont appelé principalement à un dialogue national sur les questions socio-économiques, estimant que la situation des milliers d'entreprises du secteur du bâtiment, travaux publics et hydraulique (BTPH), ainsi que celle de dizaines de milliers d'ouvriers y appartenant «demeure critique». A ce titre, soulignant que «tous les efforts fournis jusque-là n'ont pas permis aux entreprises algériennes de travailler sereinement et d'investir avec visibilité correcte, en raison de la situation économique et politique que traverse le pays», l'AGEA a appelé à l'ouverture d'un dialogue national avec les pouvoirs publics afin de

«trouver des solutions urgentes, à court et à moyen terme» aux problèmes que vit l'entreprise algérienne, publique ou privée, et cela «dans l'intérêt suprême du pays et de l'économie nationale». Parmi les propositions phares de l'AGEA, il a été noté l'annulation de la short liste des entreprises accédant aux projets par le biais de la formule de gré à gré, la dépenalisation fiscale et parafiscale des entreprises du BTPH, la révision du cahiers des charges régissant le secteur, l'encouragement de la promotion immobilière, l'attribution des missions de conception et de suivi aux bureaux d'études algériens, ainsi que la création de zones d'activités dédiées exclusivement au secteur de BTPH. L'AGEA a aussi proposé la mise en place d'un observatoire national pour la PME/PMI, le suivi local des décisions des tripartites à travers des commissions sous l'égide des walis, la mise en place de mécanismes fiables pour encadrer les relations des entreprises avec les banques, ainsi qu'un circuit efficace de paiement des factures des entreprises. En outre, l'AGEA a également souhaité que «toutes les entreprises ainsi que leurs ouvriers œuvrent pour l'intérêt suprême du pays en allant vers l'élection présidentielle, permettant à tout le peuple algérien de s'exprimer dans un cadre bien réglementé, organisé et contrôlé».

L. N.

Il sera transmis au chef de l'Etat prochainement

Le rapport final de Karim Younès fin prêt

L'Instance nationale de dialogue et de médiation présidée par Karim Younès s'est réunie hier matin afin d'étudier les propositions recueillies suite aux consultations menées avec les différentes parties. Karim Younès a relevé que le rapport final contenant les deux propositions phares, la première concernant l'autorité en charge de l'organisation, de la surveillance et de la proclamation des résultats du scrutin et la seconde des propositions de l'amendement de la loi organique relative aux élections dans le chapitre consacré à la présidentielle, sera remis prochainement au chef de l'Etat par intérim, Abdelkader Bensaleh. Le rapport a été également transmis aux différents partis ; certains l'ont approuvé, d'autres l'ont rejeté, comme l'affirme Karim Younès. L'Instance de dialogue et de médiation a eu ses derniers entretiens ven-

dredi avec le président de l'Organisation nationale des enfants de chouhada. Le rapport, selon les déclarations de Karim Younès, est une synthèse des rencontres de la commission avec 23 partis politiques et plus de 6 075 personnalités et associations qui ont formulé des propositions de sortie de crise.

La récolte de 600 signatures individuelles de la part d'élus annulée

L'ancien président de l'APN a, entre autres, dévoilé une partie des conclusions contenues dans le rapport final, notamment celles relatives au code électoral. Il ne sera désormais plus obligatoire de récolter 600 signatures individuelles de la part d'élus. «L'obligation d'obtenir 600 signatures individuelles d'électeurs, imposée aux candidats à l'élection présidentielle,

avait été supprimée, comme le prévoyait la loi électorale», indique Karim Younès. Pour rappel, le coordinateur Karim Younès a écarté l'éventualité de la tenue d'une conférence nationale de dialogue. Il a déclaré que plusieurs partis politiques ont affirmé qu'il est inutile d'organiser une conférence nationale qui nécessiterait énormément de temps et d'efforts. Pour sa part, le président du comité politique de l'Instance, Ammar Belhimer, a expliqué que «le grand mérite de ces rencontres, autant de dynamiques sociales que politiques, est d'observer le haut degré de convergences, qui ne milite pas en faveur de l'organisation d'une conférence nationale, laquelle pourrait provoquer des confrontations de débats inutiles et une perte de temps pour la concrétisation de la démarche consensuelle, ou à défaut, majoritaire».

Louiza Ait Ramdane

Pour des solutions à une sortie de crise

La CSA invite les syndicats à tenir des assemblées générales ou des conseils nationaux

Sur fond d'une rentrée sociale qui s'annonce difficile, la Confédération des syndicats algériens (CSA) appelle les syndicats inscrits sous son égide «à tenir des assemblées générales ou des conseils nationaux en vue de débattre de la situation actuelle qui prévaut dans le pays». A l'issue d'une réunion tenue avant-hier au siège du SNPSP (Syndicat national des praticiens de santé publique) à Alger, dans un communiqué rendu public en fin de journée d'avant-hier, la CSA, réitérant son «soutien inconditionnel au mouvement populaire pacifique», a

appelé les 13 syndicats autonomes issus de différents secteurs, dont ceux de l'Education, la Formation professionnelle, l'Enseignement supérieur, la Santé, le Transport, la Poste et les imams, à «la poursuite des objectifs à même de déboucher sur un consensus et à une unicité du discours afin de parvenir à une sortie de crise dans les plus brefs délais». Pour cela, la CSA a invité «les syndicats inscrits sous son égide à tenir des assemblées générales ou des conseils nationaux en vue de débattre de la situation actuelle qui prévaut dans le

pays et chercher les voies et les moyens de soutenir le mouvement populaire pacifique pour réaliser ses nobles objectifs». Par ailleurs, abordant l'ordre du jour de cette réunion, notamment le volet social, professionnel, en cette période de crise politique que traverse le pays depuis bientôt sept mois, la CSA, soulignant les enjeux économiques, financiers et sociaux difficiles auxquels devra faire face le pays dans les années à venir, «met en garde contre les conséquences dangereuses d'occulter la prise en charge des conditions difficiles des travailleurs et de leurs

familles». A ce propos, évoquant les revendications en suspens soulevées depuis des années à l'instar de celles portées dans le dossier relatif au pouvoir d'achat, à la retraite, aux libertés syndicales, au code du travail et celui de la santé publique, la Confédération des syndicats algériens relèvera l'impératif de «faire une halte sur l'effroyable recul des prestations de service publiques dans le domaine de l'éducation, de la santé, de l'information», qui dira-t-elle, «impacte directement sur la vie des citoyens». Dans ce contexte, affichant sa «conviction» que

L'ESPRIT DU JOUR

L'esprit de Biarritz

Suite de la page une

Car si le Premier ministre israélien a choisi ce moment précis pour arriver à Londres, apparemment sans y être invité, ce serait par crainte justement que la négociation se noue entre Américains et Iraniens, une perspective hautement déplaisante pour lui. Sa présence à Londres est pour ainsi dire la preuve par l'absurde que l'esprit de Biarritz est en train de gagner du terrain, non pas d'en perdre. Si Benjamin Netanyahu est pour l'heure dans l'alarme, c'est que l'initiative française visant au rapprochement des positions américaines et iraniennes sur le dossier du nucléaire a plus que jamais le vent en poupe. C'est elle qui a fait dire au ministre américain quelque chose qui serait plus justifié si au lieu de passer à la troisième étape de leur désengagement, les Iraniens étaient revenus sur la deuxième, pour se retrouver du même coup au même point qu'en mai dernier. On peut voir ces choses différemment. La France ne proposerait pas une ligne de crédit à l'Iran, pour alléger les difficultés auxquelles il est en butte, si les Etats-Unis n'étaient pas d'accord. On ne peut même pas exclure que ce soient eux qui aient soufflé l'idée à la France. Ce ne serait pas trop s'avancer de prêter aux Américains d'autres propositions du même genre, qui comme la première seraient révélées par d'autres qu'eux, mais pas nécessairement par la France. N'a-t-on pas vu le ministre britannique de la Défense, dans la même conférence conjointe, proposer l'aide de son pays au rapprochement irano-américain ? A croire que l'esprit de Biarritz a fait des jaloux ou des émules. Quand ce même ministre britannique dit qu'il faut juger les Iraniens non pas sur ce qu'ils disent mais sur ce qu'ils font, on peut le soupçonner d'avoir à l'esprit quelque chose de précis. Ce qu'il veut dire en tout, c'est que les Iraniens sont toujours dans l'accord de 2015, malgré les trois pas accomplis par eux hors de lui. Ils y seront toujours aussi longtemps qu'ils permettent à l'Agence internationale de l'énergie atomique de venir inspecter leurs installations nucléaires. C'est peut-être cela le vrai esprit de Biarritz : le fait établi que les Iraniens n'ont pas de programme nucléaire clandestin.

M. H.

«ces dossiers, restés à la traîne sous l'ère de l'ancien gouvernement, connaîtront le même sort avec celui actuel, ne verront leur épilogue qu'une fois les principales revendications populaires concrétisées, notamment à travers l'instauration d'une nouvelle Algérie, une Algérie de droit, des libertés et de justice sociale».

Lynda Naili

Des fournitures scolaires hors de prix

La rentrée, l'autre saignée des parents

■ Au moment où les neuf millions d'élèves de différents cycles ont repris le chemin des cours, et ce, dès mercredi dernier, le même casse-tête des fournitures scolaires a débuté pour les parents d'élèves.

Par Meriem Benchaouia

Comme chaque année, il faut faire le plein de cartables, stylos, cahiers, gommes et autres compas. Toutefois, les parents se plaignent de la flambée des prix. En dépit de la baisse du pouvoir d'achat, les parents sont contraints d'exécuter mille et une acrobaties en vue de pouvoir satisfaire leur progéniture. Après les dépenses de l'Aïd, voici venue l'heure de la saignée des fournitures scolaires. Pas de répit pour les familles, habituées désormais à faire face à la même situation. Ceux qui ont déjà acheté trouvent les prix des habits et des fournitures scolaires très élevés. Lors d'une tournée effectuée dans différentes boutiques de la capitale, la même scène se répète et devient coutumière. Les étals sont bien achalandés en fournitures scolaires, mais les prix proposés demeurent «*exorbitants*». Ce n'est pas aussi facile pour les parents de faire le bon choix, c'est-à-dire de trouver le bon article au meilleur prix. Pour les commerçants, cette hausse s'explique par la qualité des articles scolaires, arguant que les prix des fournitures scolaires disponibles sur le marché conviennent à toutes les bourses, cependant si le citoyen aspire à avoir ce qu'il y a de mieux pour ses enfants «*il devra payer un peu plus cher*». Un libraire à Hassiba Ben Bouali affirme qu'en dépit de la bonne qualité des affaires scolaires qu'il offre à ses clients, certains jugent néanmoins que leurs prix «*sont excessifs*». Il a, dans ce sens, précisé que certains parents se souciaient peu du prix quand il s'agissait de produits de qualité, car un sac à dos acheté à 3 500 DA ne devra certainement pas être changé en milieu d'année scolaire. Un jugement confirmé



par un parent qui a été contraint de racheter un cartable à 1 700 DA, à un mois de la rentrée, après avoir opté la première fois pour un cartable à 800 DA. Cependant, la qualité n'est pas toujours le critère pour les parents au faible revenu qui cherchent beaucoup plus à limiter les frais, d'autant que le nombre d'enfants scolarisés est

important. A chaque rentrée, les parents usent de petites astuces pour réduire la facture des affaires scolaires, surtout si leur famille compte plusieurs enfants scolarisés, notamment en recyclant les articles acquis l'an dernier, dont les cartables et les tabliers. Autre recours, ils se rendent dans les marchés populaires où les prix sont raison-

nables, en vue de réduire, si peu soit-il, les frais de la rentrée scolaire, en évitant les grandes surfaces et les librairies. Rencontrée à la place des Martyrs, une mère a dit préférer acheter les affaires scolaires pour ses deux fils, en quatrième année primaire et en deuxième année moyenne, chez les vendeurs qui exposaient leurs marchandises sur des étals

à des prix plus cléments. «*Depuis des années, je me suis habituée à acquiescer ici les affaires scolaires pour mes enfants, en raison de la grande différence des prix pratiqués ici et ceux affichés dans les magasins et les librairies, pouvant atteindre parfois 1 000 DA par article*», a-t-elle soutenu. Un autre vendeur a quant à lui indiqué que les parents venus seuls acheter des affaires scolaires pour leurs enfants étaient plus sereins et tranquilles que ceux venus accompagnés par leur progéniture, qui souvent était attirée par les couleurs, les formes et la marque des articles vendus et qui contraignait les parents à céder à ses désirs, en dépit de la cherté. Les familles avec trois ou quatre enfants scolarisés sont les plus touchées par ces dépenses, surtout que plus on avance dans les différents paliers, plus le coût des fournitures sera élevé et donc hors de portée pour les familles nombreuses aux revenus modestes. Il faut compter 7 000 à 8 000 DA en moyenne par enfant. Malgré les contributions de l'Etat et les mesures prises en faveur des familles nécessiteuses auxquelles il octroie, chaque année, une prime de 3 000 DA par enfant scolarisé, de plus en plus de parents éprouvent des difficultés pour subvenir aux besoins de leurs enfants, particulièrement les smicards.

M. B.

Installation du conseil national interprofessionnel de la filière De nouvelles perspectives pour la filière cameline

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Cherif Omari, a affirmé que l'installation jeudi dernier du conseil national interprofessionnel de la filière cameline ouvrira des perspectives prometteuses aux éleveurs et permettra à l'activité de contribuer au développement de l'économie nationale. «*Il a été procédé aujourd'hui à la relance de la filière élevage camelin, à laquelle l'Etat accorde un grand intérêt après sa formalisation en tant que filière nationale, ce qui nous permettra de travailler en partenariat avec les éleveurs et les différents acteurs pour le développement de ce domaine*», a déclaré M. Omari lors d'une rencontre avec les membres du bureau national du conseil à l'issue de leur élection. Selon lui, il a été élaboré un plan de travail spécial au développement de cette filière lors de la réunion du gouvernement du 10 mai dernier qui s'est soldée par plusieurs rencontres entre les éleveurs de camelins et les responsables du secteur, outre plusieurs visites sur le terrain ayant per-

mis la mise en place d'une feuille de route pour le développement de l'activité, dont la base, l'organisation et la structure des professionnels. Il sera procédé également, poursuit le ministre, à la mise en œuvre de cette feuille de route établie entre le ministère et les éleveurs des camelins après avoir été soumis au gouvernement pour application, et ce, à même de donner à cette filière «*la place qui lui sied dans les zones du Grand Sud notamment les zones frontalières*». Il s'agit également d'œuvrer au soutien du domaine du fourrage, l'aménagement des pâturages et des abreuvoirs, de la médecine vétérinaire et des mécanismes de formation et d'orientation ainsi que d'autres services importants à cette filière, a ajouté le ministre. Le ministre a salué les efforts des éleveurs et amateurs de cette filière qu'il a qualifiée de «*responsable*» et de «*valeureuse*», du simple fait qu'elle reflète du sens de la responsabilité et de la solidarité pour la promotion du domaine d'élevage camelin et des professions y afférentes. Le

ministère avait entamé depuis juillet dernier des visites sur le terrain au Sud pour s'enquérir de la situation et des manques caractérisant cette activité et ce, à travers la prise de mesures d'urgence pour assurer le fourrage et attribuer une enveloppe financière pour créer des sources d'abreuvement dans les pâturages aussi bien que de dépêcher des missions spéciales des vétérinaires chargés du diagnostic des maladies touchant les camelins, a souligné M. Omari. A ce propos, le ministre prévoit «*un avenir prometteur*» à la filière d'élevage camelin au moment où le gouvernement est disposé à encourager les éleveurs et relancer le développement de cette activité et d'autres connexes, à l'instar des courses de méharis, la production du lait, le tannage du cuir et autres. Le ministre effectuera à l'avenir d'autres visites à des zones du Grand Sud actives dans le domaine d'élevage camelin telles que Djanet, Tinzaouatine, Timiaouine, Bordj Badji Mokhtar et autres.

Samir A.

Ooredoo et Iqraa marquent la Journée internationale d'alphabétisation

Hommage au combat de la défunte Aïcha Barki contre l'analphabétisme

OOREDOO et l'Association algérienne d'alphabétisation Iqraa marquent la Journée internationale de l'alphabétisation, coïncidant avec le 08 septembre de chaque année, et placée cette année sous le thème : «*L'alphabétisation et le multilinguisme*». Cette journée internationale instituée à l'initiative de l'Unesco, vient rappeler l'importance de l'instruction, qui relève de la dignité et des droits humains ainsi que l'apport de l'alphabétisation dans

l'instauration d'une société plus alphabète et plus durable. Très impliqués dans la lutte contre ce fléau, Ooredoo et l'association Iqraa œuvrent depuis 2006, dans le cadre de leur partenariat stratégique, pour la lutte contre l'analphabétisme en Algérie à travers la concrétisation de nombreuses actions et de projets conjoints. Il s'agit notamment de la construction et la dotation en équipements pédagogiques de cinq centres d'apprentissage, de forma-

tion et d'insertion de la femme (AFIF) à El Khroub (Constantine), Temacine (Ouargla), Ouled Yahia Khadrouche (Jijel), Tizi Ouzou et à Ain Bessam (Bouira), ainsi que l'instauration du Prix Ooredoo d'alphabétisation qui récompense depuis 2013, des personnes et des institutions qui contribuent à la promotion du savoir et à la lutte contre l'analphabétisme. La Journée internationale d'alphabétisation est aussi une occasion pour rendre hommage à la

défunte Aïcha Barki, l'ancienne présidente de l'association Iqraa, décédée en mai dernier et qui a fait de la lutte contre l'analphabétisme un combat quotidien durant plusieurs années. Entreprise socialement responsable, Ooredoo réaffirme sa volonté d'accompagner l'association «*Iqraa*» dans ses nobles missions de lutte contre l'ignorance et la promotion du savoir et de la connaissance.

R.N.

Pétrole

Les cours du pétrole terminent en hausse

■ Les cours du pétrole ont terminé en hausse, poursuivant sur leur tendance de la veille, où les prix étaient montés dans le sillage d'une chute des stocks américains de brut. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre a gagné 1% (ou 59 cents), à 61,54 dollars.

Par Salem K.

A New York, le baril américain de WTI pour octobre a pris 0,4% (ou 22 cents), à 56,52 dollars. Sur la semaine, le Brent a progressé de 1,8% et le WTI de 2,6%. «Le marché continue de réagir à la baisse plus forte que prévu des réserves de brut», a souligné Bart Melek, de TD Securities, en référence à un rapport publié jeudi par l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA). Les stocks de brut ont reculé pour la troisième semaine de suite aux Etats-Unis avec une baisse de 4,8 millions de barils durant la semaine achevée le 30 août, tandis que les analystes tablaient sur une baisse plus modeste de 2 millions de barils. Les prix pétroliers ont également profité vendredi de la hausse des principaux indices à Wall Street, symbole d'un goût plus prononcé pour le risque de la part des investisseurs. «Quand l'appétit pour le risque est fort, le pétrole se porte mieux. Pour le marché, c'est le signe d'un environne-

Ph.D.R.



ment plus stable pour la demande», a expliqué M. Melek. Les cours de l'or noir s'étaient pourtant soudainement affaiblis vers

10h00 GMT (12h00 à Paris) avant un rapport sur les créations d'emplois aux Etats-Unis en août. Ils ont effacé leurs

pertes après la publication du document. Le département du Travail a confirmé un ralentissement dans les créations d'em-

ploi aux Etats-Unis en août avec 130 000 emplois créés le mois dernier, contre 159 000 en juillet. Les analystes s'attendaient à un meilleur score, à 171 000. Les acteurs du marché attendaient également une réunion de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opec), qui doit se tenir à Abu Dhabi la semaine prochaine. «Les pays membres devraient dire qu'ils sont prêts à respecter les baisses de production auxquelles ils se sont engagés et qu'ils se tiennent prêts à soutenir le marché si la demande se détériore», a prédit M. Melek.

S. K./APS

Russie
La Banque centrale abaisse son taux directeur à 7,00%

LA BANQUE centrale de Russie a annoncé avoir abaissé son taux directeur de 0,25 point à 7,00% et ouvert la porte à de nouvelles baisses, alors que l'inflation continue de ralentir. «Le ralentissement de l'inflation se poursuit. En même temps, les prévisions d'inflation restent élevées», a commenté la Banque dans ce communiqué publié à l'issue de sa réunion de politique monétaire. «Le taux de croissance de l'économie russe est inférieur aux attentes de la Banque de Russie. Les risques d'un ralentissement économique mondial ont augmenté», ajoute la banque de Russie. Alors que l'inflation annuelle a encore baissé en août, à 4,3%, la Banque centrale pense désormais pouvoir atteindre son objectif de 4% dès fin 2019, contre début 2020 annoncé précédemment. La croissance a fortement ralenti en Russie au premier semestre, à 0,7% sur un an, bien en-deçà des prévisions des autorités. En 2018, la Banque centrale a augmenté son taux directeur, pourtant déjà élevé, à deux reprises, une première depuis la crise de 2014. Il s'agit désormais de la troisième baisse consécutive de 0,25 point. La banque de Russie a affirmé vendredi «considérer la possibilité de baisses supplémentaires lors d'une des prochaines réunions». La prochaine réunion de politique monétaire est prévue le 25 octobre.

R. E.

Economie

Le président italien pour un changement des règles européennes

Le président italien, Sergio Mattarella, a plaidé, hier, pour un changement des règles européennes en termes de dette et de déficit, afin de favoriser la cohésion sociale et la croissance. «La cohésion et la croissance sont des objectifs qu'il faut regarder et le nécessaire réexamen des règles du Pacte de stabilité peut contribuer à une nouvelle phase, en relançant les infrastructures, les réseaux, l'innovation, l'éducation, la recherche», a déclaré M. Mattarella dans un message adressé aux participants au forum The European House - Ambrosetti. Ce forum, mini-Davos à l'italienne, a pris fin hier à Cernobbio, sur les rives du

lac de Côme, en présence de dizaines de dirigeants politiques et d'entreprises. Le nouveau ministre italien de l'Economie et des Finances, Roberto Gualtieri, a lui aussi plaidé, en tant que président de la commission des affaires économiques du Parlement européen, pour un assouplissement des règles budgétaires européennes (déficit sous les 3% du PIB, dette à moins de 60%). Dans son programme, le nouvel exécutif italien, formé du Mouvement 5 étoiles (M5S) et du Parti démocrate (PD, centre gauche), a indiqué vouloir mener une politique économique «expansive», mais «sans mettre en péril l'équilibre

des finances publiques». Ce gouvernement pro-européen, qui a prêté serment jeudi, plaide pour une remise en cause des règles budgétaires de l'UE, jugées «excessivement rigides», estimant qu'elles doivent être davantage orientées vers la croissance, alors que la péninsule s'attend à une croissance nulle de son PIB cette année, après un recul de 0,1% au dernier semestre 2018. M. Mattarella a par ailleurs estimé que l'Italie était «appelée à jouer un rôle de premier plan en participant avec conviction et responsabilité à un projet européen durable et équilibré, d'un point de vue de l'environnement, social et territorial». «Le lancement de la

nouvelle législature offre l'opportunité de pouvoir définir un programme à la hauteur des attentes des citoyens européens exprimées avec le récent vote, à la hauteur des valeurs fondatrices de l'Union pour affronter les défis que nous avons devant nous : changements climatique et démographique, tensions politiques et menaces à la sécurité». Il a plaidé pour un «renforcement de la coordination des politiques économiques» et pour «une fiscalité européenne qui élimine les distorsions de concurrence et affronte la question de la taxation des grandes entreprises multinationales».

Mahi O.

Chine

Les réserves de devises atteignent plus de 3 107 mds de dollars fin août

Les réserves de devises de la Chine ont connu une hausse légère pour atteindre 3 107,2 milliards de dollars fin août, selon des données officielles publiées hier. Le montant a augmenté de 3,5 milliards de dollars, soit une hausse de 0,1% par rapport à la fin du mois de juillet, a annoncé l'Administration nationale des

changes (ANC). Le porte-parole de l'ANC, Wang Chunying, a attribué l'augmentation à la fluctuation des taux de change et aux variations des prix des actifs. «Des facteurs tels que la croissance économique mondiale, la situation commerciale et la géopolitique ont conduit à la hausse légère de l'indice du dollar amé-

ricain ainsi qu'à l'augmentation des prix des obligations des pays majeurs», selon M^{me} Wang. Malgré la montée des incertitudes extérieures, l'économie chinoise a maintenu une stabilité générale et affiché une croissance stable avec une structure économique améliorée, a indiqué M^{me} Wang, citant la balance glo-

bale des paiements internationaux et la croissance ferme des réserves de devises. Soutenu par des bases solides et la poursuite de la réforme et de l'ouverture, M^{me} Wang s'attend à ce que le marché des changes reste stable à long terme dans un contexte de fluctuations. **A. Y.**

PetroVietnam

Un chiffre d'affaires de 21 mds de dollars sur les 8 premiers mois 2019

Le groupe pétrolier et gazier vietnamien, PetroVietnam a enregistré un chiffre d'affaires de plus de 21 milliards de dollars au cours des huit premiers mois de l'année, dépassant ainsi l'objectif de 19%, bien que le prix moyen du pétrole brut soit tombé à 58,62 dollars le baril en août par rapport

au prix prévu de 65 dollars le baril. Au cours de cette période, le groupe a contribué au budget de l'Etat à hauteur de 2,96 milliards de dollars, soit 14% de plus que prévu et 78,8% de l'objectif annuel. Le groupe a également atteint ses objectifs de production. Sa filiale de production d'engrais,

PetroVietnam Ca Mau a commencé son contrat d'exportation de 47 500 tonnes d'engrais vers l'Inde en août. Pour atteindre ses objectifs annuels, PetroVietnam a indiqué qu'il surveillerait de près les fluctuations des prix mondiaux du pétrole, améliorerait les prévisions du marché et ajusterait la produc-

tion pour les exportations et la transformation afin de garantir l'objectif de croissance et la sécurité énergétique nationale. PetroVietnam mettra également en œuvre des solutions financières permettant de réagir en temps voulu à la variation des prix mondiaux du pétrole. **Agences**

Médéa

25 hectares de couvert végétal détruits en une journée à Mihoub et Ouamri

■ Vingt-cinq hectares de couvert végétal ont été réduits en cendres lors de deux incendies distincts survenus mercredi après-midi au niveau des communes de Mihoub et Ouamri, dans la wilaya de Médéa, a-t-on appris hier auprès de la Protection civile.

Par Nassima A.



P.H. > D.R.

Le premier incendie de forêt s'est déclenché à «Silane», commune de Mihoub, à 100 km au nord-est de Médéa, provoquant la destruction de dix hectares de couvert végétal, ainsi qu'une parcelle de plantation rustique et une dizaine de ruches, a indiqué la même source. L'incendie qui s'est déclaré dans une zone difficilement accessible, a été maîtrisé après plus de cinq heures d'intenses efforts des unités d'intervention de la protection civile des dairas de Tablat et d'El-Azzizia, a-t-on ajouté. Quinze autres hectares de couvert végétal ont été également ravagés par les flammes, suite à un incendie qui s'était déclaré, dans la même journée, à «Sidi-Youm», commune de Ouamri, à 33 km à l'ouest du chef lieu de wilaya, et maîtrisé après plus de six heures d'intervention, a signalé la même source. Plusieurs habitations et des fermes d'élevages, menacées par la propagation des flammes, ont pu être protégées et leurs occupants mis en sécurité, durant cette opération d'intervention qui a mobilisé des éléments issus des unités de la protection civile de Ouamri et de Médéa, a-t-on expliqué.

N. A./APS

Souk Ahras / Commune de Ouled Idriss

Lancement d'un programme de plantation de 7 400 cerisiers

Un «vaste» programme de plantation de 7 400 cerisiers a été lancé dans la commune frontalière de Ouled Idriss, wilaya de Souk Ahras, par la Conservation des forêts, a indiqué le chef du service de gestion des patrimoines de la Conservation, Mohamed Zine. Inscrit au titre du programme de développement rural de l'année dernière,

ce projet est financé par le Fonds national de développement rural, a précisé le responsable, détaillant qu'en 2018, pas moins de 1 200 cerisiers ont été mis en terre par 23 agriculteurs au périmètre réservé à ce type d'arbre fruitier, dans les zones de Zehila et d'El Melz à Ouled Idriss. Ce programme vise principalement le développement de la

culture du cerisier, réputé dans cette région pour sa bonne qualité favorisée par un climat et un sol adéquats, a expliqué M. Zine, relevant que ce programme de plantation sera réalisé par 75 agriculteurs entre les mois d'octobre et de novembre prochains. De leur côté, les responsables à la direction des Services agricoles (DSA) ont indiqué qu'ac-

tuellement la culture du cerisier à Souk Ahras s'étale sur 420 hectares, rappelant qu'une récolte de 10 500 quintaux de cerises a été enregistrée lors de la récente saison agricole sur une surface de 200 hectares, entrés en production avec un rendement moyen de 40 qx/ha.

Samy Y.

M'sila

Hausse de la production de légumes

La production de légumes dans la wilaya de M'sila, durant la saison agricole 2018-2019, a atteint 2,6 millions de quintaux, contre 2 millions de quintaux la saison précédente, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Selon ces services, chargés du suivi du secteur agri-

cole, cette évolution de la production estimée 600 000 quintaux est due à «l'expansion des surfaces de plasticulture dans les parties orientales et occidentales de la wilaya». Le soutien aux agriculteurs, notamment pour l'acquisition des équipements des systèmes d'irrigation au goutte-à-

goutte et à pivot et l'intensification des actions de vulgarisation agricole ont également contribué au développement de la culture des légumes précoces, ont précisé les mêmes services. Figurant désormais parmi les premières wilayas productrices de légumes précoces, M'sila compte aujourd'hui plus de 2000 serres, a-t-on

expliqué. En l'espace de dix ans, la wilaya de M'sila est passée du statut de région pastorale à celui de pôle agricole par excellence, et de la 34^e à la 14^e place à l'échelle nationale en matière de production de légumes, a-t-on noté.

N. T.

Tizi-Ouzou

Rencontre régionale sur la filière lait fin septembre

Une rencontre régionale sur la filière lait regroupant 11 wilayas du centre du pays se tiendra à Tizi-Ouzou à la fin du mois de septembre, a-t-on appris jeudi auprès du directeur de la chambre locale d'agriculture. La rencontre, organisée avec la direction locale des services agricoles (DSA) et l'office interprofessionnel du lait (OIPL), débattre de la réalité de la

filrière, notamment, des contraintes auxquelles font face les agriculteurs, a expliqué Saïdani Hamid. Parmi ces contraintes récurrentes il y a la cherté des aliments dont se plaignent l'ensemble des agriculteurs de la région centre, mais aussi celui des subventions inadéquates ou supprimées, citant l'exemple des subventions pour la génisse et à l'aménagement, qui

«freinent le développement de la filière», a-t-il soutenu. «La suppression de la subvention pour la génisse qui était de l'ordre de 60 000 DA a poussé plusieurs agriculteurs à se débarrasser de leurs génisses qui sont vendues à des abattoirs de même que la suppression de la subvention destinée à l'aménagement des étables empêche les agriculteurs de déve-

lopper leurs activités», souligne Saïdani. La rencontre sera, en outre, sanctionnée par des recommandations qui seront transmises aux différentes autorités concernées et sera suivie les mois prochains, par l'organisation d'un séminaire national qui traitera de l'ensemble des aspects de la filière au niveau national, a-t-on indiqué de même source.

Y. H./APS

Rentrée scolaire à Djelfa

Réception de trois lycées et trois CEM

La nouvelle rentrée scolaire 2019/2020 à Djelfa a été marquée par la réception de trois nouveaux lycées et trois CEM, a révélé le directeur local de l'éducation, Bachir Rimane. «Durant cette rentrée scolaire, 18 nouvelles structures éducatives (tous paliers confondus) ont été réceptionnées, dont deux lycées au chef-lieu de wilaya et un autre à Sidi Laâdjel», a déclaré le responsable, en marge de la cérémonie d'ouverture officielle de la rentrée scolaire dans la wilaya, présidée par le ministre des Travaux publics et des

Transports, Mustapha kouraba, à l'école primaire chahid Moussa Maârouf d'Ain Ibel (30 km au sud de Djelfa). Il a aussi signalé la réception de trois CEM, respectivement dans les communes de Hassi Fdoul, Ain Ouessara et Djelfa. A cela s'ajoute la mise en exploitation de quatre blocs scolaires et autant de demi-pensionnats dans plusieurs localités de la région, a ajouté M. Rimane. Présentant un état des lieux de son secteur à l'occasion de cette rentrée, le responsable a mis l'accent sur les «bonnes conditions de

travail» assurées aux enseignants (tous cycles confondus), notamment ceux exerçant dans les zones reculées de l'extrême-nord et sud de la wilaya (soit à plus de 240 km du chef-lieu). M. Rimane a affirmé, à ce titre, que les enseignants en question bénéficient d'un hébergement au niveau des demi-pensionnats ainsi que de logements de fonction vacants au niveau des établissements éducatifs, dont les lycées. Jugant satisfaisante cette nouvelle rentrée scolaire à Djelfa, le ministre des Travaux publics et des Transports

a salué les «efforts consentis par l'Etat, notamment aux volets infrastructure et encadrement». Des «efforts colossaux», également reflétés, a-t-il dit, à travers les «décisions prises dernièrement par les hautes autorités du pays, concernant l'augmentation de la prime de solidarité scolaire à 5 000 DA au lieu de 3 000 DA au profit de trois millions d'élèves scolarisés». Près de 260 000 élèves, tous cycles confondus, ont rejoint les bancs de l'école à Djelfa, a indiqué le responsable du secteur.

APS

Tiaret Remise symbolique des clés de 700 logements location-vente

UNE CÉRÉMONIE de remise symbolique des clés de 700 logements de location-vente a été organisée à Tiaret, en présence du directeur général de l'AADL Saïd Rouba. Dans une déclaration à la presse, le responsable a souligné que ces 700 logements distribués font partie d'un quota de 10 000 logements réalisés à travers le pays. Il a également rappelé que le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville avait ordonné leur distribution aux bénéficiaires. Concernant les projets de la wilaya de Tiaret, le DG de l'AADL a estimé que le rythme des travaux des projets restants se déroule à une cadence régulière et que le programme de 2019 sera bientôt lancé en plus de 400 logements à Frenda. De son côté, le wali de Tiaret, Abdesslem Bentouati, a rappelé que ce quota de 700 logements est la deuxième tranche du projet de 1.500 logements du site Zemala, au chef-lieu de wilaya. Il a également annoncé la distribution de 4 000 logements publics locatifs durant le mois de septembre en cours.

R. R.

Tunisie

Grand débat télévisé pour la présidentielle, une première

■ Au total, 26 candidats, répartis sur trois soirs, vont s'affronter dans une initiative démocratique inédite dans le monde arabe.

Par Fella Y.

A huit jours du premier tour de l'élection présidentielle, la Tunisie organise depuis hier et sur trois soirées un grand débat entre les 26 candidats, une initiative démocratique inédite dans le monde arabe. Présentée par ses promoteurs comme «l'événement» de la campagne électorale et comme un «tourant» dans la vie politique tunisienne, l'opération mobilise depuis des semaines les médias audiovisuels publics et privés, ainsi qu'une ONG spécialisée dans le débat politique.

Une émission diffusée sur onze chaînes de télévision

Les 26 candidats ont été répartis en trois soirées : 9 samedi, 9 dimanche et 8 lundi, pour des émissions de deux heures et demie chacune. Solennellement intitulée : «La route vers Carthage. La Tunisie fait son choix», l'émission sera diffusée sur onze chaînes de télévision dont deux

publiques, et une vingtaine de radios. «On ne pourra pas y échapper», s'amuse Belabbes Benkredda, fondateur de l'Initiative Munathara, l'ONG partenaire de l'opération. Hier soir, parmi les «poids lourds» ou les plus connus de la première émission, devaient figurer le candidat islamiste Abdelfattah Mourou, le premier président de la Tunisie post-révolutionnaire Moncef Marzouki, l'ancien Premier ministre Mehdi Jomaa, la passionaria anti-islamiste Abir Moussi, ou encore... une chaise vide pour l'homme d'affaires controversé Nabil Karoui, candidat en prison pour blanchiment d'argent. Sa participation au débat par téléphone depuis sa cellule a été envisagée par les organisateurs, mais la décision revient à la justice tunisienne.

Des questions tirées au sort

Le plateau, installé dans les locaux de la Wataniya, la chaîne publique tunisienne, est organisé en forme de demi-cercle autour duquel les places des



candidats ont été tirées au sort et au milieu duquel officieront deux journalistes modérateurs. Les questions, dont le nombre n'a pas été précisé, ont été élaborées par des journalistes et tirées au sort vendredi soir, ainsi que les candidats à qui elles seront posées. Chaque postulant aura 90 secondes pour répondre et pourra être relancé ou interrompu. A la fin de l'émission, il aura 99 secondes pour exposer les grandes lignes et les promesses

de sa candidature. Au total, les candidats disposeront d'un quart d'heure de temps de parole au cours de l'émission. Au-delà des aspects organisationnels et techniques, les organisateurs insistent tous sur le caractère sans précédent de l'opération. «Souvent dans le monde arabe, quand on parle compétition on sait qui gagne à la fin d'avance, avec 99,99%. Aujourd'hui on ne sait pas qui va gagner», souligne M. Khedder. De fait, la présiden-

tielle tunisienne, avec son nombre pléthorique de candidats, des programmes et des enjeux parfois difficiles à cerner, est marquée par l'imprévisibilité. Et de nombreux Tunisiens affirment compter sur le grand débat pour se déterminer. D'autant que cette émission sera aussi rediffusée sur des chaînes en Irak, en Algérie et en Libye. Les organisateurs espèrent ainsi «un premier pas qui servira d'inspiration dans le monde arabe». F. Y.

Sahara occidental

L'ASWA réitère son soutien au droit à l'autodétermination du peuple

L'Association australienne pour le Sahara occidental (ASWS) a réitéré son soutien au peuple sahraoui dans sa lutte pour l'exercice de son droit à l'autodétermination, s'engageant à informer les citoyens australiens sur les questions liées à la poursuite de l'occupation illégale par le Maroc du Sahara occidental. S'exprimant lors d'un dîner organisé mardi à Sydney à l'occasion de la visite de M^{me} Tecber Ahmed Saleh, militante et cadre au ministère sahraoui de la Santé, la secrétaire générale de l'Association australienne, Leslie Osborne, a souligné que son association continuera de soutenir le peuple sahraoui afin qu'il puisse accéder à son droit à l'autodétermination, a indiqué SPS. Intervenant devant un groupe important de citoyens australiens, notamment des personnalités, des dirigeants de partis et de syndicats, ainsi que des membres du Comité d'amitié avec le peuple sahraoui, Leslie Osborne a ajouté que l'association a initié depuis le 2 septembre une série d'activités de sensibilisation sur la question sahraouie dans plusieurs villes du pays, qui seront animées par M^{me} Tecber Ahmed Saleh. L'objectif de ces conférences est d'informer les citoyens australiens sur des questions liées à la poursuite de l'occupation illégale par le Maroc du Sahara occidental et de la situation des réfugiés sahraouis, a-t-elle fait savoir. De son côté, M^{me} Meredith Bergman, ancienne présidente du Parlement et acti-

viste australien, a reçu M^{me} Tecber avec laquelle elle a abordé les derniers développements de la question sahraouie et sur la situation dans les camps de réfugiés sahraouis et les territoires occupés. Accompagné du représentant du Front Polisario en Australie et en Nouvelle-Zélande, Kamal Fadel, la militante sahraouie a assisté à des réunions avec des médias locaux et des syndicats australiens qui jouent un rôle important dans le soutien à la question sahraouie. Tecber Ahmed Saleh, directrice au ministère de la Santé de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) et représentante de ce secteur au sein de l'Union africaine (UA), poursuivra ses activités pendant plusieurs semaines, notamment dans les villes australiennes avec des membres du parlement fédéral, des représentants des principaux partis politiques australiens, des syndicats, des ONG et la presse. Elle donnera également des conférences dans d'importantes universités et instituts australiens, en compagnie du représentant du Front Polisario en Australie, Kamal Fadel.

La radio australienne consacre une émission spéciale au conflit

La Radio nationale australienne a diffusé une émission sur le conflit au Sahara occidental, durant laquelle le représentant du Front Polisario en Australie et

en Nouvelle-Zélande, Kamal Fadel, et M^{me} Tecber Ahmed Saleh, ont été invités à s'exprimer sur le conflit et sur la situation dans les territoires sahraouis occupés. Animée par Philip Adam, célèbre présentateur du programme dans le pays, cette émission a relevé les similitudes entre la question sahraouie et le Timor oriental, qui a célébré récemment le 20^e anniversaire de son référendum sur l'indépendance. Les intervenants ont rappelé que le peuple du Sahara occidental attend toujours un référendum sur l'autodétermination. Le représentant sahraoui a déclaré que l'indépendance du

Timor oriental, avec lequel la RASD entretient des relations étroites et amicales, donne de l'espoir au peuple sahraoui qu'il peut, lui aussi, accéder à son indépendance et sa souveraineté. «Mais les Sahraouis sont déçus par la persistance de la communauté internationale à ignorer leur cause», a-t-il déploré. Rappelant dans ce contexte que la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso) fêtait ses 28 ans, il a relevé que celle-ci n'avait pas encore rempli sa tâche principale malgré le versement de fonds considérables et de nombreuses

années de présence dans la région. A ce propos, M. Fadel a affirmé que le soutien de la France au Maroc est l'une des principales raisons qui ont empêché la tenue du référendum jusqu'à aujourd'hui, soulignant que «la position française reflétait le comportement et les intentions du colonialisme». Pour sa part, Tecber Ahmed Saleh a évoqué les dures conditions des réfugiés sahraouis dans les camps, se félicitant des réalisations du peuple sahraoui dans les domaines de l'éducation, la santé et la promotion de la femme. T. Kh./Agences

Libye

Le Conseil de sécurité de l'ONU appelé à s'entendre pour mettre fin au conflit

L'ÉMISSAIRE de l'ONU pour la Libye, Ghassan Salamé, a appelé le Conseil de sécurité à s'entendre pour mettre fin au conflit dans le pays, sauf à risquer sa prolongation indéfinie ou une intensification des soutiens aux belligérants. «De nombreux Libyens se sentent abandonnés par une partie de la communauté internationale et exploités par d'autres», a rapporté Ghassan Salamé, lors d'une liaison vidéo avec le Conseil de sécurité. «Sans un soutien sans équivoque de ce Conseil et de la communauté internationale dans son ensemble, deux scénarios très désagréables pointent», a-t-il averti. D'une part, «la poursuite d'un conflit persistant et de faible intensité», d'autre part, «une intensification des soutiens militaires» à l'une ou l'autre partie qui «plongerait l'ensemble de la région dans le chaos». Or «l'idée de donner une chance à la guerre, et qu'une solution militaire est possible, représente une chimère», a ajouté l'émissaire qui s'est souvent plaint dans le passé du manque d'unité du Conseil et des soutiens apportés par certains de ses membres aux belligérants. Depuis début avril, les troupes de Khalifa Haftar, qui cherchent à conquérir Tripoli, sont en guerre avec celles du gouvernement de Fayez al-Sarraj, reconnu par la communauté internationale. Militante de l'ONG Avocats pour la justice en Libye, Marwa Mohamed, a aussi déploré devant le Conseil de sécurité l'absence de «message clair» de la communauté internationale à l'égard de la Libye. Lors de la discussion, plusieurs pays – Koweït, Afrique du Sud, Indonésie, Allemagne... – ont dénoncé les ingérences en Libye et les multiples violations depuis cinq mois de l'embargo sur les armes imposé à ce pays en 2011. Plusieurs grandes puissances (Etats-Unis, Russie, France, Royaume-Uni) n'ont pas pris la parole, réservant leurs interventions pour une réunion du Conseil à huis clos organisée juste après la séance publique. R. M.



Nucléaire

L'Iran a mis en route des centrifugeuses avancées

■ L'Iran a annoncé hier avoir mis en route des centrifugeuses avancées susceptibles d'augmenter son stock d'uranium enrichi, dans une nouvelle réduction de ses engagements en matière de nucléaire, qui inquiète la communauté internationale.

Par Rosa C.

La République islamique a cependant souligné qu'elle continuerait à autoriser le même accès aux inspecteurs onusiens chargés de surveiller son programme nucléaire, avant une visite à Téhéran du directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Cornel Feruta. Le porte-parole de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique (OIEA), Behrouz Kamalvandi, a détaillé hier les mesures de la nouvelle phase du plan de réduction des engagements pris par Téhéran en vertu de l'accord international sur le nucléaire iranien conclu à Vienne en 2015. Cette nouvelle étape est la troisième de la stratégie mise en œuvre par l'Iran depuis mai en représailles à la décision prise un an plus tôt par les États-Unis de dénoncer unilatéralement cet accord. Le président iranien Hassan Rohani avait lancé mercredi la troisième phase de ce plan en ordonnant de faire sauter toute limite à la recherche et au développement dans le domaine nucléaire. M. Kamalvandi a indiqué hier devant la presse que 20 centrifugeuses de type IR-4 et 20 autres de type IR-6 avaient été mises en route vendredi, alors que l'accord de Vienne n'autorise Téhéran à produire de l'uranium enrichi qu'avec des centrifu-

geuses de première génération (IR-1). Ces centrifugeuses de quatrième et sixième génération, «tout en étant utilisées à des fins de recherche et de développement, contribueront à augmenter le stock» d'uranium enrichi, a déclaré M. Kamalvandi. «La capacité de ces machines est plusieurs fois supérieure à celle» des anciennes centrifugeuses, a-t-il rappelé. M. Kamalvandi a néanmoins insisté sur le fait que l'Iran comptait maintenir le même degré de «transparence» sur ses activités. Selon l'AIEA, l'Iran a accepté par l'accord de Vienne de se soumettre au régime d'inspection le plus strict jamais conçu par cette agence onusienne, et c'est un des éléments clef de ce pacte conclu entre la République islamique et le groupe 5+1 (Chine, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Russie et Allemagne). «En ce qui concerne la surveillance et l'accès de l'AIEA [...] les engagements [de l'Iran] seront honorés comme avant», a déclaré M. Kamalvandi. Les nouvelles centrifugeuses doivent accélérer la production d'uranium enrichi et augmenter les stocks du pays, qui depuis juillet dépassent la limite (300 kg) fixée par l'accord de Vienne. Ce pacte est menacé depuis que le président américain Donald Trump l'a dénoncé en mai 2018. Washington a depuis lors rétabli des sanctions



économiques contre Téhéran, qu'elle ne cesse d'intensifier, au nom d'une politique de «pression maximale», destinée à contraindre Téhéran à négocier un nouvel accord, selon M. Trump, offrirait de meilleures garanties. Le rétablissement des sanctions américaines prive l'Iran des retombées économiques qu'il attendait de l'accord. Ce texte prévoit en effet la levée d'une partie des sanctions internationales qui isolaient l'Iran depuis des années en échange d'une limitation drastique de son programme nucléaire, pour l'empêcher de se doter de l'arme atomique. En réduisant ses engage-

ments, Téhéran – qui a toujours nié vouloir la bombe nucléaire – entend faire pression sur les autres États parties à l'accord pour qu'ils l'aident à contourner les sanctions américaines et, en premier lieu, à exporter son pétrole. Depuis mai, Téhéran a augmenté ses stocks d'uranium enrichi au-delà de la limite fixée par l'accord, et enrichit désormais ce minerai à 4,5%, niveau supérieur au plafond fixé (3,67%), mais très loin du seuil requis pour une utilisation militaire. M. Kamalvandi a indiqué hier que l'Iran n'avait pas pour l'instant l'intention de porter ses activités d'enrichissement à un taux

supérieur à 4,5%. «Actuellement, nous n'avons pas besoin d'enrichir à 20%, et si le besoin se présente à un moment donné, nous commencerons par augmenter notre stock [d'uranium enrichi à] 4,5%», a-t-il dit. Vendredi, le chef de la diplomatie américaine, Mike Pompeo, a jugé «inacceptable» la nouvelle réduction des engagements annoncée par Téhéran. Mercredi, l'UE avait appelé l'Iran à «faire machine arrière». Emmerlés par la France, les trois pays européens parties à l'accord redoublent d'efforts diplomatiques pour sauver ce texte d'une désintégration complète, et désamorce la tension entre Iran et États-Unis, qui a failli tourner à l'affrontement militaire en juin et reste très forte. Mais le projet, discuté ces derniers jours d'une ligne de crédit de 13,5 milliards d'euros qui serait accordée à l'Iran pour permettre son retour à une pleine application de l'accord, bute sur le refus de Washington d'alléger les sanctions. Attendu hier soir à Téhéran, le patron par intérim de l'AIEA, Cornel Feruta, devrait rencontrer aujourd'hui le président de l'OIEA, Ali Akbar Saléhi, et le ministre des Affaires étrangères iranien, Mohammad Javad Zarif. La Commission européenne a insisté sur le «rôle clé» de l'AIEA dans le contrôle des activités nucléaires iraniennes.



Commentaire

Proposition

Par Fouzia Mahmoudi

Si Donald Trump est en grande partie responsable de la situation calamiteuse actuelle au Proche-Orient de par ses prises de positions outrageusement pro-israéliennes, il semble qu'il continue de caresser le rêve d'être à l'origine d'un accord de paix entre l'Autorité palestinienne et Israël. En effet, le plan de paix voulu par le président américain pour mettre fin au conflit israélo-palestinien sera dévoilé «dans les prochaines semaines» après de nombreux reports, a déclaré cette semaine le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo. «Nous avons mené de larges consultations dans la région pendant deux ans et demi et je pense que dans les prochaines semaines nous présenterons notre vision», a-t-il dit lors d'un déplacement dans l'État du Kansas. «J'espère que le monde (...) verra cela comme des fondations sur lesquelles bâtir l'avenir», a-t-il ajouté. «C'est un problème difficile, que ces deux peuples devront en dernier ressort résoudre par eux-mêmes, mais nous avons travaillé dur à cela». Ses déclarations interviennent au lendemain de la démission de Jason Greenblatt, conseiller de Donald Trump et l'un des principaux artisans de ce plan avec Jared Kushner, le gendre du président des États-Unis, et David Friedman, l'ambassadeur américain en Israël. Le départ de Jason Greenblatt a été interprété par certains comme la reconnaissance implicite des difficultés américaines à imposer cette «vision» pour la paix, dont de nombreux observateurs s'attendent à ce qu'elle fasse la part belle aux positions israéliennes. La responsable palestinienne Hanane Achraoui y a vu «l'aveu définitif d'échec» du plan Trump. La présentation de cette proposition, concoctée depuis le printemps 2017 dans le plus grand secret, n'a cessé d'être reportée. La Maison-Blanche avait déjà annoncé fin août que le plan censé permettre un «accord ultime» entre Israël et les Palestiniens ne serait pas présenté avant les élections législatives israéliennes du 17 septembre. Mais jeudi, un responsable américain s'était borné à dire qu'il serait rendu public «au moment le plus opportun». Mais peu importe les propositions de l'administration Trump sur le sujet, les Palestiniens ne sont pas prêts à entendre les suggestions d'un gouvernement qui a, en l'espace de deux années seulement, énormément fait reculer leur cause et rendu leur quête de justice encore plus difficile. F. M.

Ouragan Dorian

Début des évacuations aux Bahamas, bilan d'au moins 43 morts

Eprouvés, fuyant la désolation et la mort, les rescapés de l'ouragan Dorian aux Bahamas ont commencé à être évacués vendredi, alors que les secours s'activaient dans l'archipel dévasté où le bilan humain a grimpé à 43 morts. Dorian, qui a frappé les Bahamas en catégorie 5, la plus haute, a fait 43 morts, selon un nouveau décompte annoncé par Erica Wells Cox, la porte-parole du Premier ministre bahaméen Hubert Minnis, sur la chaîne américaine NBC News. Le précédent bilan faisait état de 30 morts. «L'on s'attend à ce que ce nombre augmente de façon significative», a-t-elle cependant prévenu dans la foulée. «Il y a encore pour l'instant des centaines, peut-être même des milliers de disparus», a déclaré de son côté sur CNN le directeur général du ministère du Tourisme et de l'Aviation. Après une traversée de plus de sept heures, plus de 260 habitants de l'île d'Abaco, évacués par un ferry affrété par le gouvernement, sont arrivés au port de Nassau à la nuit tombée vendredi selon un journaliste de l'AFP sur place. Un second ferry devait arriver dans la nuit. Melanie Lowe, venue avec ses quatre enfants et son chiot, raconte que sa maison a été à moitié détruite. «Je suis

juste heureuse que nous puissions avoir une bonne nuit de sommeil, une douche et un repas sain», dit-elle. Avant d'être évacués, «nous étions 16 dans un trois-pièces, à faire de notre mieux, à utiliser l'eau de pluie pour nous laver, à manger quelques plats congelés». Melanie a trouvé un logement pour la nuit à Nassau et n'ira donc pas au centre d'hébergement mis en place par le gouvernement. Dans ce gymnase se trouvaient vendredi près de 200 évacués. Diane Forbes attendait là de voir ses deux fils, Patrick (24 ans) et DeAngelo (28), dont elle n'a plus de nouvelles depuis mardi. «Ils ont dit qu'ils avaient faim, et que l'odeur des corps, des morts, commençait vraiment à les affecter... J'attends, je veux juste savoir si mes fils sont à bord (du ferry) et s'ils vont bien. Je ne bougerai pas jusqu'à ce qu'ils ferment les portes ce soir et je reviendrai demain», dit-elle. Dans le chaos et la confusion, les opérations de recherches et de secours se poursuivaient, tant bien que mal. «C'est très compliqué comme il n'y a presque pas de communications», a expliqué à l'AFP un responsable de l'agence bahaméenne des situations d'urgence, la NEMA. «C'est notre Katrina», a estimé jeudi le

ministre de la Santé, Duane Sands, en référence à l'ouragan qui avait semé la désolation en Louisiane en 2005. Le ministre a ajouté craindre un bilan définitif «épouvantable». «Le public doit s'attendre à des informations inimaginables concernant le bilan humain et les souffrances», a-t-il mis en garde. Dans la ville de Marsh Harbour, sur l'île de Great Abaco, dans le nord du pays, l'AFP a assisté à des opérations de collecte des cadavres. Environ 60% de l'île a été ravagée et des milliers de personnes y sont sans abri. Maisons pulvérisées, voitures renversées, champs entiers de débris, bateaux échoués et nombreuses zones inondées... A perte de vue s'étend un paysage de désolation qui tranchait avec la traditionnelle carte postale touristique des Bahamas. «Je crois honnêtement qu'Abaco, c'est fini. Je pense qu'Abaco ne s'en remettra pas avant les dix prochaines années, car tout est parti. Tout a disparu. Donc, pour avoir de l'argent, nous avons besoin de gens pour investir», a témoigné à l'AFP Thaaah Hepburn, une sinistrée de Marsh Harbour. Selon l'ONU, 70 000 personnes ont besoin d'une aide immédiate dans cet archipel des Caraïbes: eau, nourriture, médicaments...

Opéra Boualem-Bessaih

Lila Borsali et Beihdja Rahal en concert à Alger

■ Deux grands noms féminins de la musique andalouse seront en concert le 14 septembre courant, à l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaih, dans le cadre du programme Rentrée en nouba. Cette soirée, qui se veut une occasion pour revisiter ce patrimoine ancestral, permettra aux musiciens aussi, dont la majorité sont des jeunes, de prouver leur talent.

Par Abia Selles

L'Opéra d'Alger Boualem-Bessaih continue de promouvoir le patrimoine musical de notre pays en organisant des soirées artistiques de haute facture. Des artistes de renommée ainsi que d'autres en début de carrière animent des spectacles mettant en valeur la richesse et la beauté de notre patrimoine musical. Pour le week-end prochain, ce sont deux noms qui ont marqué la scène artistique nationale et étrangère par leur voix et interprétations les plus raffinées. Il s'agit de Lila Borsali et Beihdja Rahal. Ces deux femmes sont connues par leurs recherches approfondies en matière de textes et de musiques. Lila Borsali est une interprète algérienne de musique andalouse.

En 2009, elle s'installe à Alger, après avoir vécu à Tlemcen puis Paris où elle a été très active dans le milieu artistique associatif. A Alger, elle intègre l'association «Les beaux-arts» et participe avec elle à diverses manifestations. Grâce à la somme d'efforts déployés pour aller toujours plus loin dans l'expression de son art, Lila Borsali se spécialise dans l'interprétation de la Nouba et du Hawzi. Entourée tout à la fois de musiciens de l'école d'Alger et de Tlemcen, dans une heureuse



ZGUELLATI

harmonie, elle sort en 2010 un premier album «*Frak Lahbab*», dans le genre Hawzi. S'en est suivie la sortie de son deuxième album «*Nouba Rasd Eddil*» en 2012. L'année 2012 a été clôturée en apothéose pour cette artiste, et ce, avec une tournée

au Maroc, où elle a obtenu un très grand succès lors du prestigieux festival Andaloussiate El Baydaa. A cela, elle a reçu en Algérie une distinction honorifique : elle a été classée parmi les dix personnalités qui ont le plus marqué les Algériens en

2012. Lila a fait une pause de plusieurs mois au courant de l'année 2013, suite au décès de son époux. Elle est revenue avec un double album qui lui est dédié et a donné un grand concert en sa mémoire le 11 octobre 2013 à Alger. Cet album, «*Nouba Ghrib*»,

fut l'objet d'un travail de plus d'une année et le résultat de longues recherches effectuées par Lila Borsali et son équipe. Elle a pu ainsi dépoussiérer des bijoux de la musique andalouse algérienne. Depuis, elle a enchaîné des concerts à succès dans plusieurs villes d'Algérie mais aussi à l'international (Paris, Tunis, Montréal) et a sorti un quatrième album «*Noub Housn Es-Selim*», fruit de l'écriture et de la composition du P' Tewfik Benghabrit. Cet album est sorti en mai 2015.

Quant à Bahdja Rahal, elle est née en juillet 1962 à Alger, dans une famille où la pratique de la musique arabo-andalouse était chose courante. Elle a donc été imprégnée dès son jeune âge par les arcanes de cet art, ce qui ne l'a pas empêché par la suite d'étudier le chant avec un grand maître tel Mohammed Khaznadi. Elle a appris en outre le luth, dit kuitra ou kwithra. Elle a fait son apprentissage musical au sein des associations algéroises les plus prestigieuses, à savoir l'association artistique et culturelle El-Fakhardjia, puis en 1986 elle ira se perfectionner auprès des membres de l'association musicale Es-Sendoussia. Tout ceci ne l'empêche pas de mener parallèlement des études de biologie.

En septembre 1992, Beihdja Rahal s'installe en France. Deux ans plus tard, elle fonde son ensemble qui a l'intelligence de rompre avec les lourdes structures de près d'une trentaine de musiciens qui forment dorénavant les orchestres et essaient depuis les indépendances en Afrique du Nord. A. S.

Festival du film américain de Deauville Pierce Brosnan en ouverture

Le 45^e Festival du cinéma américain de Deauville (nord-ouest de la France) s'est ouvert vendredi avec un hommage à l'irlando-américain Pierce Brosnan, en attendant la projection dans la soirée du nouveau film de Woody Allen, privé de salles aux États-Unis.

«Je suis très fier de cet hommage. C'est un moment de réflexion : où est passé le temps? Ai-je assez travaillé? Est-ce que je mérite cet honneur», a déclaré, souriant, l'acteur irlandais de 66 ans, sur le tapis rouge, avant l'ouverture. «Woody Allen est un réalisateur brillant. Son travail fait sens. Je lui souhaite beaucoup de succès», a répondu l'acteur à

l'AFP qui lui demandait ce qu'il pensait de la projection en avant première de «*Un jour de pluie à New York*» de Woody Allen contestée par certaines féministes en raison d'accusations d'abus sexuels visant le cinéaste. Pierce Brosnan incarne James Bond dans quatre films entre 1995 et 2002. Les trois premiers épisodes ont engrangé plus d'un milliard de dollars dans le monde, tandis que le quatrième opus a généré près d'un demi-milliard de dollars au box-office mondial. Pierce Brosnan a une soixantaine de films à son actif. L'ex-007 succédait sur le tapis rouge à l'actrice française Catherine Deneuve, la présidente

du jury, qui récompensera samedi 14 septembre le lauréat des 14 films en compétition, dont six signés par des femmes et neuf premiers films. La soirée d'ouverture doit s'achever par la projection très attendue du nouveau film de Woody Allen. Cette avant-première a toutefois fait réagir des féministes aux États-Unis, d'autant que le festival a, comme la Mostra de Venise début septembre, également programmé «*American Skin*», le nouveau film du réalisateur américain de «*The Birth of a Nation*», Nate Parker, acquitté en 2001 dans une affaire de viol. «D'abord Woody Allen et maintenant Nate Parker. C'est juste l'été

des agresseurs. Pas d'accord», a twitté la fondatrice du groupe de pression Women and Hollywood, Melissa Silverstein.

Woody Allen a réagi dans un entretien mis en ligne vendredi sur le site de France Inter, estimant que ceux qui l'attaquent «font une erreur». «Évidemment, ils devraient sortir mon film aux États-Unis, arrêter de m'attaquer, prendre conscience de la vérité...», a ajouté le réalisateur de 83 ans. Alors que plusieurs célébrités lui ont tourné le dos dans son pays, Woody Allen a reçu récemment deux soutiens de poids : Catherine Deneuve et Scarlett Johansson.

R. I.

Décès

Le plasticien Francisco Toledo est mort

Le plasticien mexicain Francisco Toledo, célèbre pour ses œuvres au contenu social et son engagement en faveur des peuples autochtones et de l'environnement, est décédé à 79 ans, a annoncé le gouvernement. «L'art est en deuil. Le maître Francisco Toledo est décédé, grand peintre originaire de (l'Etat de) Oaxaca, gardien extraordinaire de notre culture, nos coutumes, des traditions de notre peuple et défenseur de l'en-

vironnement», a écrit jeudi soir le président mexicain Andrés Manuel Lopez Obrador sur Twitter. Originaire de la ville de Juchitan, dans l'Etat de Oaxaca (sud), Francisco Toledo était un des artistes mexicains en vie les plus reconnus au niveau international. Ses œuvres avaient été exposées à New York, Paris, Londres ou Tokyo. Fin 2018, lors de la vente d'automne d'art latino-américain chez Christie's à New York, un de ses tableaux,

«*Tortuga poniendo huevos*» (Tortues pondant des œufs), avait dépassé le million de dollars (1 032 500 dollars, soit 936 000 euros). «Je ne suis pas devin, mais je crois que la réalité de ce pays ne change pas. La réalité de ce pays est de plus en plus dramatique», avait déclaré le plasticien, cité par l'agence AFP, en août 2017, interrogé sur la violence frappant le Mexique et retrouvée dans son travail, ou foisonnent les animaux, les insectes

et les squelettes aux tons ocres. «Je ne pense pas que l'art soit une planche de salut ou de réconfort. Les gens qui ont vu leurs proches disparaître ou se faire torturer, ne croient ni en la poésie, ni à l'art», avait poursuivi ce peintre décrit ainsi par le journaliste Jean-louis Arce : «A la barbe blanche et aux longs cheveux noirs bouclés, que l'on pouvait croiser en sandales de cuir dans les rues de Oaxaca, capitale de la région éponyme». R. I.

AGEND'ART

Musée d'art moderne d'Oran

Jusqu'au 31 août : Exposition de l'artiste Rahim Sadek.

Théâtre de Verdure Laâdi-Flici (Alger-Centre)

Le 19 septembre 2019 : Concert de Kendji Girac à 20h30.

Dar Abdellatif (El-Hamma, Alger)

Jusqu'à septembre : Exposition de peinture de l'artiste plasticien Mohammed Bakli.

Galerie d'arts Le Paon (Centre des arts de Riadh El Feth, niveau 104, local 1B32, El-Madania, Alger)

Du 21 septembre au 20 octobre :

Exposition «Convergence» de l'artiste Mohamed Krour. Vernissage le samedi 21 septembre à partir de 15h.

Institut Français d'Alger Du 15 septembre au 28 novembre :

Exposition des plus beaux paysages du Sud capturés par Oussama Hamdi.



Ligue des champions africaine

JSK/Horaya Conakry aura lieu au stade du 1^{er}-Novembre

LA RENCONTRE entre la Jeunesse sportive de Kabylie (JSK) et le club guinéen Horaya Conakry, comptant pour la Ligue des champions africaine, se déroulera au stade du 1^{er}-Novembre à Tizi-Ouzou, a-t-on appris vendredi auprès de la direction du club. «C'est officiel, le match face à Horaya Conakry se jouera au stade du 1^{er}-Novembre» a affirmé, Aziz Khial, membre de la direction du club qui a indiqué que la JSK a été destinataire, jeudi soir, de la «décision officielle» de la Confédération africaine de football (CAF), à ce sujet. Mardi dernier, une commission de la Fédération algérienne de football, mandatée par la CAF, avait inspecté le stade du 1^{er}-Novembre en vue de son homologation afin de permettre à la

JSK de recevoir ses adversaires dans le cadre de la compétition continentale. La JSK avait fourni à ladite commission lors de cette inspection l'ensemble des certifications exigées par la CAF, notamment le certificat de sécurité. Cette décision «permettra à la JSK de bénéficier de l'apport de ses supporters, et partant, de disputer la rencontre en étant plus à l'aise», a estimé Khial. L'entraîneur Hubert Vélud avait également indiqué, dans une récente déclaration, que «jouer au 1^{er}-Novembre est un élément de la victoire». Les Canaris qui affrontent ce soir le NA Hussein dey (NAHD) en match amical, reprendront les entraînements dès demain à un rythme quotidien jusqu'au jour de la rencontre prévue samedi prochain, 14 de ce mois.

Syli National de Guinée

Kamel Djabour pressenti pour le poste de sélectionneur

LE TECHNICIEN algérien Kamel Djabour a été retenu dans la short-liste élargie à 17 candidats pour le poste de sélectionneur du Syli National de Guinée, en remplacement au Belge Paul But, limogé, après la Coupe d'Afrique des Nations (CAN-2019) en Egypte, a rapporté vendredi la presse locale. Selon la même source, la Fédération guinéenne de football (Féguifoot) avait décidé, il y a quatre jours, d'annuler la première Short-Liste de cinq postulants au poste de sélectionneur, désavouant sa direction technique, et avait décidé d'installer une nouvelle commission et rouvrir la short-liste de candidature.

Les médias locaux avaient annoncé que l'instance fédérative guinéenne de football, par le biais de son président Antonio Souaré, avait décidé d'annuler la procédure de recrutement du nouveau sélectionneur du Syli. La décision avait été motivée par le fait que le travail de présélection effectué par les services de la Féguifoot aurait été jugé trop bâclé, annonçant du coup la

mise en place une nouvelle commission qui devait apprécier et sélectionner les meilleures candidatures.

Par cette décision, la première short-liste de cinq candidats retenus a été annulée et un nouvel appel à candidature pour le poste de sélectionneur de la Guinée avait été lancé par la Féguifoot.

Le nouvel appel à candidature a permis d'en sélectionner 17 techniciens dont (Pascal Janin et Noël Tos), recalés par la commission. La commission a fixé le jeudi prochain pour entamer les interviews avec les postulants au siège de la Fédération Guinéenne de Football à Conakry.

La mission du futur sélectionneur serait de qualifier la Guinée à la phase finale de la CAN 2021 au Cameroun et à la Coupe du monde 2022 au Qatar, mais aussi collaborer avec les sélections des catégories inférieures. La durée du contrat sera de trois ans, après une évaluation des objectifs au bout de deux ans.

Mondial-2019 de handball (Dames)

Les arbitres Belkhiri/Hamidi au rendez-vous

L'ARBITRAGE algérien sera représenté par la paire Youcef Belkhiri/Sid Ali Hamidi au 24^e Championnat du monde de handball (Dames), prévu à Kumamoto au Japon du 30 novembre au 15 décembre 2019, a indiqué la Fédération internationale de handball (IHF) sur son site officiel. Parmi les 17 paires retenues pour le rendez-vous nippon, figurent les Tunisiens Samir Krichen/Samir Makhoulouf et les Egyptiens Yasmina Elsaïed/Heidy Elsaïed. L'instance internationale a retenu également deux paires réservistes.

«Les 19 paires sont un mélange d'expérience de haut niveau

et de jeunes talents prêts à apprendre, mais de haute qualité et ces arbitres méritent tous d'être retenus», a indiqué le président de la Commission des règles de jeu et des arbitres (PRC) de l'IHF, Ramon Gallego, ajoutant : «Ils sont aussi des sportifs d'élite, ils doivent montrer une bonne image». L'instance mondiale a averti que ces paires d'arbitres seront surveillées au cours des mois à venir pour s'assurer que les concepts et les critères décrits lors du cours sont appliqués.

Le rendez-vous de Kumamoto au Japon verra la participation de 24 équipes.

CAN 2019 (U23) 3^e et dernier tour qualificatif aller

Les Verts prennent option à Accra

■ La sélection nationale des U 23 a pris une belle option pour la qualification à la phase finale de cette catégorie en revenant avec un nul positif (1/1) du match aller comptant pour le dernier tour qualificatif des éliminatoires de la CAN 2019 qui aura lieu en Egypte (8-22 novembre).

Les Verts décidés à arracher la qualification



Par Mahfoud M.

Ce premier match joué à Accra était très disputé et les Verts étaient déterminés à revenir avec un bon résultat, pour garder, intacts, leurs chances de qualification avant la manche retour qui aura lieu dans quelques jours.

Les Algériens emmenés par la nouvelle recrue de l'OGC Nice Hicham Boudaoui, ont ouvert la marque par le capitaine Zorgane Adem (30'). Les Ghanéens ont attendu la 65' pour remettre les pendules à l'heure grâce à Mohammad Dauda sur un penalty pas évident sifflé par l'arbitre

ivoirien Kouassi Frederick François Biro. L'équipe du Ghana avait bénéficié d'un premier penalty à la 35' minute de jeu mais il a été raté par Yaw Yeboah. La manche retour qui aura lieu le 10 septembre à 20h45 au stade 8-Mai-45 de Sétif, sera dirigé par un trio arbitral marocain. Le directeur de jeu est Jalal Jayed, assisté de ses deux compatriotes, Hicham Ait Abou et Yahya Nouali. Le quatrième arbitre est Adil Zourak. Le commissaire du match est Gamal Salem Embaïa (Libye). Le vainqueur de cette double confrontation se qualifiera pour

la Coupe d'Afrique des moins de 23 ans qui se déroulera en Egypte du 8 au 22 novembre 2019 avec la participation de 8 pays. Les trois premiers se qualifieront pour le tournoi des Jeux Olympiques Tokyo-2020. Les poulains du Français Batelli restent déterminés à réussir la qualification, un des objectifs de cette sélection dont certains de ses joueurs pourraient renforcer l'EN A' pour jouer le CHAN. Cette équipe renferme des éléments de talent qui se sont imposés avec leurs clubs respectifs.

M. M.

Boxe/Mondiaux 2019 (Elite) Sept boxeurs seront présents à Ekaterinbourg

SEPT pugilistes représenteront l'Algérie aux Mondiaux 2019 de boxe, qui se déroulent du 8 au 21 septembre courant à Ekaterinbourg (Russie), a-t-on appris vendredi auprès de la Fédération algérienne de la discipline (FAB). Il s'agit de Mohamed Flissi (-52 kg), Réda Benbaziz (-63 kg), Chems-Eddine Kramou (69 kg), Younés Nemouchi (75 kg), Mohamed Houmri (81 kg), Abdelatif Benchebla (91 kg) et Chouaib Boulouinet (91 kg), a détaillé le Directeur technique national (DTN), Mourad Meziane. Au total, 450 boxeurs, représentant 87 pays prennent part à ces Mondiaux 2019, arbitrés par l'Ekaterinbourg Expo-Arena, d'une capacité de 5 000 places.

Nouveau système pyramidal du football algérien 2020-2021 Zetchi souhaite sauver le professionnalisme

LE PRÉSIDENT de la Fédération algérienne de football (FAF), Kheireddine Zetchi, a affirmé vendredi que l'objectif du nouveau système pyramidal du football algérien avait pour objectif de «sauver le professionnalisme», dix ans après sa mise en place en 2010. «La nouvelle pyramide du football sera présentée pour approbation lors de la prochaine assemblée générale extraordinaire en septembre. Son objectif est de sauver le professionnalisme en réduisant le nombre de clubs professionnels», a indiqué le président de l'instance fédérale sur les ondes de la Radio nationale Chaîne 3. Pour expliquer aux différentes ligues régionales le concept de ce nouveau projet, une première réunion s'est tenue mardi à Oran, en présence des membres de la commission fédérale présidée par Amar Bahloul, premier responsable de la commission chargée de la coordination des Ligues. Deux

autres réunions sont prévues les 7 et 12 septembre, respectivement à Constantine et Ouargla. «Le principe est la création d'une seule Ligue professionnelle à 18 clubs, et une Ligue 2 amateur à deux groupes pour la saison 2020-2021, mais les modalités d'accession et de rétrogradation seront prédéfinies ultérieurement. La division inter-régions pourrait disparaître. Il y aura également l'instauration d'un championnat d'élite pour les jeunes», a-t-il expliqué. Comme il est d'usage dans les différents championnats européens, la FAF compte instaurer le fair-play financier. «Le Fair-play financier sera instauré avec un rôle déterminant de la Direction nationale du contrôle de gestion (DNCG). Notre objectif est de créer des locomotives du football algérien à qui nous voulons donner le maximum de moyens. Revenant à un modèle qui a fait ses preuves ailleurs, pourquoi pas chez nous?».

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Détournement de foncier industriel

Deux directeurs de l'exécutif sous mandat de dépôt à Médéa

DEUX directeurs de l'exécutif de la wilaya de Médéa ont été mis mercredi dernier sous mandat de dépôt dans une affaire de détournement de foncier industriel dans le centre-ville de la wilaya, a indiqué un communiqué du procureur de la République près le tribunal de Médéa. Il s'agit, selon le même communiqué, du directeur des domaines et du directeur de la réglementation et des affaires générales (Drag), poursuivis pour

trafic d'influence, corruption et perception d'indus avantages dans une affaire de foncier industriel, sis au centre-ville de Médéa. Cinq autres prévenus, auditionnés également dans le cadre d'une enquête préliminaire menée par les services de police judiciaire de la sûreté de wilaya de Médéa, ont été mis sous contrôle judiciaire, a indiqué le même communiqué. **Ziad S.**

Protection civile/Tamanrasset

Décès d'un député dans un accident de la route

LE DÉPUTÉ du parti Tajamoua Amel El Djazair (TAJ) de Tamanrasset à l'Assemblée populaire nationale (APN) Belouafi Ahmed est décédé suite à un accident de la circulation survenu hier au nord de la wilaya, ont indiqué des services de la Protection civile.

L'accident s'est produit à 60 km au nord du village Arak (commune d'In-M'guel), à 400 km au nord de Tamanrasset suite au renversement du véhicule du député (51 ans) de retour vers Tamanrasset qui est décédé sur place, alors que son accompagnateur est sorti indemne de ce drame, selon la même source. Le corps de la victime a été évacué par les éléments de la Protection civile à l'hôpital d'Arak.

La dépouille sera transférée par la suite à la morgue de l'hôpital de la ville de Tamanrasset, a-t-on ajouté. Le défunt a été élu député de «TAJ» lors des législatives de 2017. Une enquête a été ouverte par les services compétents pour déterminer les circonstances exactes de cet accident.

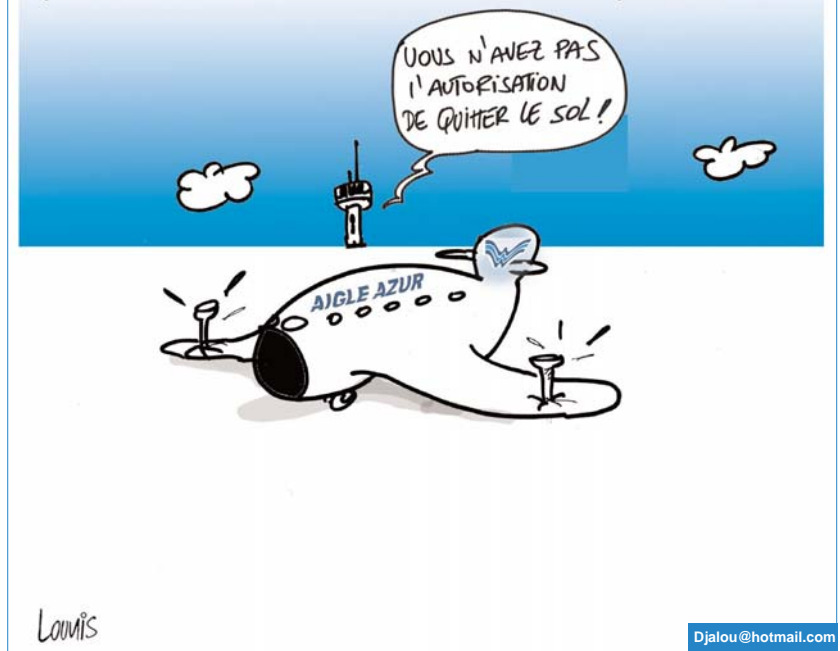
Tarek N.

Oran

Deux agents de maintenance mortellement percutés par un véhicule

DEUX agents de maintenance ont été mortellement percutés, samedi, par un véhicule, au niveau de Haï El Menzeh, à l'Est d'Oran, selon les services de la Protection civile de la wilaya. Un troisième agent a été grièvement blessé, suite à ce drame survenu sur le 4^e boulevard périphérique, relevant du secteur urbain de Haï El Menzeh, a indiqué la même source, ajoutant que les agents de nettoyage s'affairaient à leur travail sur cet axe routier. Les victimes de cet accident ont été évacuées au niveau de l'EHU «1^{er} Novembre», a précisé la même source. **Anissa H.**

Les Avions d'Aigle Azur cloués au sol pour état de cessation de paiement



Lutte contre le terrorisme, contrebande, immigration clandestine

L'ANP sur tous les fronts

■ Des détachements de l'Armée nationale populaire ont détruit avant-hier, lors d'une opération de fouille et de ratissage menée à Skikda, une bombe de confection artisanale et une casemate pour terroristes contenant divers objets, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale.

Par Walid B.

«D ans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements de l'Armée nationale populaire ont découvert et détruit, lors d'une opération de fouille et de ratissage menée à Skikda/5^e RM, le 06 septembre 2019, une bombe de confection artisanale et une casemate pour terroristes contenant divers objets», a précisé le communiqué. Par ailleurs et dans le cadre de la lutte contre la contre-

bande et la criminalité organisée, «des détachements de l'ANP ont arrêté, lors d'opérations distinctes menées à Tamanrasset 35 individus, et saisi deux véhicules tout-terrain, deux groupes électrogènes, cinq machines de concassage de pierres, trois sacs de mélange de pierres et d'or brut, 52 grammes d'or, 15 téléphones portables, tandis que d'autres détachements combinés, ont saisi à In Guezzam et Bordj Badji Mokhtar 3.75 tonnes de denrées

alimentaires, 2 000 litres de carburant et un véhicule», a ajouté la même source. D'autre part, «un détachement de l'ANP, a arrêté à Djanet 37 individus, à bord de sept véhicules chargés de pierres, tandis que des détachements de l'Armée nationale populaire et des éléments de la Gendarmerie nationale, ont arrêté, lors de diverses opérations à Laghouat, Hassi Massoud, Constantine, Tébessa et Batna cinq personnes, et saisi un drone avec ses accessoires, 1 200 comprimés psychotropes, un fusil de chasse, une quantité de munition, une paire de jumelles, un téléphone satellitaire et six téléphones portables». Dans le cadre de la lutte contre l'immigration clandestine, des détachements de l'Armée nationale populaire et des éléments de la Gendarmerie nationale ont arrêté quinze immigrants clandestins de différentes nationalités à Tiaret, Nâama, Tindouf et El-Tarf, a conclu le communiqué du MDN.

W. B.

Ghardaïa

Le P/APC d'El Menea et 13 autres individus inculpés et écroués

LE PRÉSIDENT de l'Assemblée populaire communale (P/APC) d'El Menea (wilaya de Ghardaïa), en exercice, et 13 autres individus, dont un mineur, inculpés de «constitution d'une association de malfaiteurs», «incendie et destruction des biens d'autrui» et «regroupement non autorisé sur la voie publique», ont été écroués par le juge instructeur près le tribunal de

Ghardaïa, a-t-on appris hier auprès de la même instance judiciaire. Deux autres suspects ont été également placés sous contrôle judiciaire, six autres personnes ont bénéficié d'un non-lieu, tandis que dix autres sont recherchées pour les mêmes griefs, a ajouté la même source. Les faits remontent au mois de juillet dernier lorsque plusieurs individus ont occupé la rue et l'ac-

cès au siège de la wilaya déléguée d'El Ménéa (275 km au sud de Ghardaïa), avant de détruire et d'incendier des véhicules en stationnement. Vingt personnes, dont le P/APC en exercice du chef-lieu d'El Ménéa, ont été transférés dans la nuit de jeudi à vendredi à Ghardaïa pour être auditionnés dans cette affaire par le juge instructeur du tribunal de Ghardaïa.

Dans une déclaration diffusée sur le site de l'ONM

Mohand Ouamar Benelhadj dénonce une «3issaba du FLN à la solde de la France»

EN RÉPONSE aux attaques lancées par certains membres du vieux parti selon lesquelles Mohand Ouamar Benelhadj, secrétaire général par intérim de l'ONM, en appelant à restituer le sigle «FLN» à la nation, exécutait des «agendas étrangers», Mohand Ouamar Benelhadj fustige une «3issaba du FLN à la solde de la France» et dénonce des pratiques «au noir» au niveau de la direction du parti. Ceci avant d'appeler à une présidentielle libre et transparente.

A ce titre, dans une déclaration diffusée sur le site de l'ONM et dont le lien est parvenu à notre rédaction, Mohand Ouamar Benelhadj répond aux assaillants de ces accusateurs notamment Mohamed

Djemai, SG du FLN, Ahmed Boumahdi, membre du bureau politique (BP) et Hocine Khaldoune, ancien membre du BP chargé de la communication «débouté de son poste». Aussi, le SG par intérim de l'ONM, rappelant «preuves à l'appui» qu'il est membre des fondateurs du parti FLN post-indépendance et qu'il y a exercé depuis 1964 de nombreuses fonctions jusqu'à son départ «volontaire» en 1987 lorsque les listes des candidatures ont commencé à se préparer dans des chambres noires, au niveau de la direction à Alger, contrairement au passé où les candidatures étaient examinées au niveau locale et wilayal avant d'être soumises à la direction à Alger, a «défié la direction (du

vieux parti) et la 3issaba actuelle que dirige le FLN l'accusant d'exécuter des agendas étrangers». Et de s'interroger ainsi sur qui «exécute ces agendas». Pour lui, c'est la «3issaba du parti FLN d'exécuter les ordres de la France en refusant dans le passé de criminaliser le colonialisme dans un texte de loi». «Le FLN qui disposait – et dispose toujours – de la majorité parlementaire, a-t-il rappelé. «Qui donc applique l'agenda de la France, l'ONM ou la 3issaba du FLN ?», a-t-il ironisé.

Auparavant, s'agissant de l'évolution de la situation politique actuelle, Mohand Ouamar Benelhadj s'est félicité que «certaines propositions de l'ONM soient concrétisées ou en cours de concrétisa-

tion» dont celle de l'élection d'un président de la République «consensuel et accepté par la majorité», mais «dans des conditions transparentes et libres à laquelle prendra part la majorité des Algériens». A ces critères de transparence et de liberté, le SG par intérim de l'ONM a demandé également «la création d'une instance de contrôle des élections, autonome à 100%, indépendante du pouvoir et de l'administration». Enfin, Mohand Ouamar Benelhadj relèvera lui aussi l'inutilité d'une conférence nationale que l'ONM considère comme étant «une perte de temps et une dilapidation de l'argent public».

R. N.